

**Point de presse du porte-parole
adjoint - Union européenne/Conseil
affaires générales - République
démocratique du Congo/Attaque
contre la MONUSCO -
Mali/Attaques contre les forces
armées maliennes -
Yémen/Affrontements à Aden -
Syrie - Afghanistan - Pologne
(Paris, 29 janvier 2018)**

Au point de presse de ce jour, le porte-parole adjoint a fait les déclarations et répondu aux questions suivantes :

1 - Union européenne - Conseil affaires générales (Bruxelles, 29 janvier 2018)

Mme Nathalie Loiseau, ministre chargée des affaires européennes, participe le 29 janvier à Bruxelles au conseil affaires générales en format «article 50», qui se déroule à 27 Etats membres et est consacré au Brexit.

Les ministres adopteront les directives de négociations relatives à la période de transition, conformément aux orientations du conseil européen du 15 décembre. Ces dernières autorisent le négociateur de l'Union européenne à ouvrir avec Londres des discussions sur le contenu de cette période qui s'ouvrira le 29 mars 2019 à minuit, lorsque le Royaume-Uni sortira de l'Union.

Pendant cette période limitée dans le temps, il est essentiel que le Royaume-Uni, devenu Etat tiers, continue à appliquer l'intégralité de l'acquis de l'Union sans pour autant participer à ses institutions.

2 - République démocratique du Congo - Attaque contre la MONUSCO (27 janvier 2018)

La France condamne l'attaque contre la MONUSCO survenue le 27 janvier à Baraka (Sud-Kivu), qui a entraîné la mort d'un casque bleu pakistanais et en a blessé un autre.

Nous présentons nos condoléances à la famille de la victime, aux autorités pakistanaises et aux Nations unies. Nous souhaitons un prompt rétablissement au blessé.

La France appelle les autorités congolaises à faire toute la lumière sur cette attaque, afin que les responsables en répondent devant la justice.

La France réitère son plein soutien à l'action stabilisatrice de la MONUSCO et de ses contingents.

3 - Mali - Attaques contre les forces armées maliennes (27-28 janvier 2018)

La France condamne les attaques terroristes survenues les 27 et 28 janvier contre les forces armées maliennes à Soumpti et Ménaka, qui ont causé la mort de 18 soldats maliens.

Nous nous tenons aux côtés du Mali dans cette épreuve et présentons nos condoléances aux familles des victimes.

La France continuera d'appuyer les efforts du Mali dans la lutte contre le terrorisme et les ennemis de la paix, en soutenant les forces armées maliennes et la force conjointe du G5 Sahel, qui constitue une réponse coordonnée des pays de la région contre les groupes terroristes.

Q - Des dizaines de personnes ont été tuées au Mali depuis la semaine dernière, démontrant encore l'inefficacité des accords de paix et de la réponse militaire face à l'accroissement d'attaques de groupes armés. Dans le contexte actuel, que souhaite la France sur le volet politique ?

R - Comme nous venons de le faire au sujet des attaques des 27 et 28 janvier, la France condamne ces violences, qui sont le fait de groupes non signataires de l'accord pour la paix et la réconciliation.

Aux côtés de la MINUSMA, la France participe aux efforts internationaux d'appui aux forces armées maliennes et soutient l'opérationnalisation rapide de la force conjointe du G5 Sahel, qui constitue la réponse la plus adéquate à cette menace transfrontalière. Cet engagement a été réaffirmé lors de la réunion qui s'est tenue le 13 décembre à la Celle-Saint-Cloud.

Sur le volet politique, la France continue d'appuyer la mise en oeuvre de l'accord pour la paix et la réconciliation, qui est la seule feuille de route pour une stabilité durable. Elle appelle toutes les parties à mettre en oeuvre sans délai les engagements pris, en priorité sur le processus de désarmement, démobilisation et réintégration et la décentralisation. Nous saluons l'adoption récente d'un calendrier d'actions prioritaires et ne ménagerons aucun effort pour assurer sa mise en oeuvre.

La France agit également en matière d'aide au développement. Elle le fait en particulier à travers l'Alliance pour le Sahel lancée le 2 juillet 2017, afin de soutenir l'émergence de véritables opportunités économiques pour les populations locales, particulièrement dans les

régions les plus vulnérables. Il s'agit d'un pilier indispensable dans les efforts pour parvenir à une stabilité durable.

4 - Yémen - Affrontements à Aden (28 janvier 2018)

La France est préoccupée par les affrontements entre des forces séparatistes et l'armée yéménite qui ont causé plusieurs morts le 28 janvier à Aden. Nous condamnons ces violences et appelons les parties à la retenue et au dialogue afin de ne pas entraver la résolution de la crise.

La protection des populations et des infrastructures civiles et l'accès complet, inconditionnel et sans entrave de l'aide humanitaire sont des obligations du droit international humanitaire. Elles s'imposent à toutes les parties. Nous leur demandons de les respecter.

La priorité au Yémen est de parvenir à la reprise des négociations en vue d'une solution politique, seule à même de préserver l'intégrité territoriale du pays, de ramener durablement la paix et la sécurité et de mettre un terme à une situation humanitaire dramatique. Il est donc essentiel que les parties yéménites reprennent, sans condition, les négociations de paix menées sous l'égide des Nations unies.

5 - Syrie

Q - Suite à l'impasse des négociations à Vienne que le ministre avait considérées comme le dernier espoir, que pense la France du congrès de la Syrie à Sochi ? Est-ce que Paris aura une représentation officielle ou seulement des observateurs ? Considérez-vous que le processus de Genève a échoué et que peut-on encore attendre dans un tel contexte du congrès de Sotchi ?

R - Nous déplorons que le régime de Bachar al-Assad ait une fois de plus refusé de s'engager dans les négociations intersyriennes du processus de Genève. Il est responsable du blocage des négociations de paix. Il incombe aux pays qui le soutiennent d'exercer les pressions nécessaires pour mettre fin à cette stratégie d'obstruction.

Les négociations sous l'égide des Nations unies demeurent le seul cadre légitime pour le règlement de la crise syrienne, conformément à la résolution 2254 du conseil de sécurité des Nations unies et du communiqué de Genève. Toutes les autres initiatives, comme la réunion de Sotchi organisée par la Russie, doivent venir en appui au processus onusien et s'inscrire dans ce cadre.

En effet, il n'y a pas d'alternative à une solution politique négociée agréée par les deux parties - le régime et l'opposition - sous l'égide des Nations unies. À ce titre, nous prenons note de la décision de l'opposition syrienne de ne pas se rendre à Sotchi. La France ne participera pas aux travaux qui y seront menés.

Q - Considérez-vous le YPG/PYD comme une organisation terroriste ? Est-ce que selon vous le général Mazlum Kobane ne fait pas partie du YPG ?

R - Au sein de la coalition internationale dont elle fait partie, la France a pu vérifier l'engagement dans la lutte contre Daech des forces démocratiques syriennes, au sein desquelles Kurdes et Arabes combattent côte à côte.

C'est grâce à elles que Raqqa a été libérée de Daech avec le soutien de la coalition internationale. Ces forces continuent de combattre dans le nord-est de la Syrie.

Par ailleurs, la France coopère étroitement avec la Turquie dans la lutte contre le PKK, qui figure quant à lui sur la liste des organisations terroristes désignées par l'Union européenne.

6 - Afghanistan

Q - Confirmez-vous la mort d'au moins trois djihadistes français liés au groupe Etat islamique dans une frappe de l'OTAN en janvier en Afghanistan, selon des informations de France 2 et L'Express ?

R - Nous ne commentons pas les informations de presse.

7 - Pologne

Q - Quelle est votre réaction après le vote d'une loi en Pologne punissant l'emploi du terme «camps de la mort polonais» pour qualifier les camps d'extermination installés par les nazis dans ce pays durant la Seconde Guerre mondiale ?

R - La France rappelle son attachement à la mémoire de la Shoah, à sa préservation, à sa transmission et à son respect partout dans le monde. Elle est active au niveau national et international sur ces questions, notamment au sein de l'Alliance internationale pour la mémoire de l'Holocauste. Elle demeure attentive à toute forme d'instrumentalisation à des fins politiques de cette mémoire./.